



LE BULLETIN

Volume 90 N°35
Année Rotarienne 2020 – 2021

Réunion du Lundi 24 Mai 2021

Président du R.I. :	Holger Knaack
Gouverneur du District :	Mazen Alumran
Délégué du Gouverneur :	Samir Constantin
Assistant du Gouverneur :	Naji Audi
Président du RC Beyrouth :	Aïda Daou
Secrétaire du RC Beyrouth :	Samir Nasr

Devise du Président du RI pour l'année 2020-2021 : « Le Rotary ouvre des opportunités »
Devise de la Présidente du RCB pour l'année 2020-2021 : « Solidarité et Engagement »

LE PROTOCOLE

Ont assisté à la réunion :

22 Rotariens

ABBOUD Nabil (PP)	CATFAGO Sélim (PP)	GCHARZOUZI Gabriel	MEOUCHY Rita
AMATOURY Antoine (PN)	CHERFAN Aïda (PE)	HAMMOUD Samir (PP)	NASR Samir
ARIS Toufic (PP)	CHOUERI Nicolas (PP)	KALDANY Savia (PP)	SACY Antoine
ASHI Roger (IPP)	DAOU Aïda (P)	KANAAN Mona (PP)	ZOUAIN Georges
BIZRI Zouheir (PP)	DOUAIDY Mounir	KETTANEH Henry (PP)	
BOULOS Rosy	GHANDOUR Misbah	MAHMASSANI Malek (PP)	

Rotariens visiteurs

- P Imane Jaffal et PP Mira El Khalil du RC Tyre Europa
- PP Assaad Toubia membre de la section Belge du CIP Belux/Liban
- PP Joe Hatem du RC Baabda

Les invités

- M. Ramzi el Hafez, notre conférencier
- M. Labib Nasr, PDG Adir Insurance
- M. Hady Farah

COMPTE-RENDU DE LA REUNION STATUTAIRE

Aïda Daou a présidé cette réunion en ligne qui accueillait M. Ramzi Hafez, PDG de 'Lebanon Opportunities'; sa conférence qui avait pour titre « Où se cachent les lueurs d'espoir ? » a suscité un vif intérêt auprès des Rotariens membres et visiteurs.

Après son mot d'accueil, la présidente a fait deux annonces :

- * Le 6 juin, journée champêtre chez la PP Mona Kanaan à Bechmezzine, Koura
- * Le 25 juin, un concert oriental de l'Orchestre National de musique arabe-orientale, jouant des morceaux de compositeurs libanais, en hommage au PP Halim Fayad.



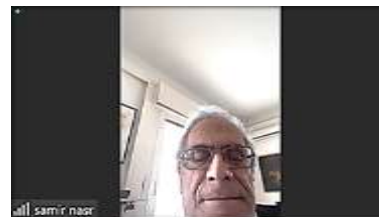
La P Daou a tenu à remercier encore une fois toutes celles et tous ceux ont participé aux différents hommages rendus au PP Halim Fayad depuis sa disparition le 27 mars 2021.

Le SH Samir Nasr a ensuite présenté M. Ramzi El Hafez qui est le fondateur d'InfoPro, une société d'édition et d'études de marché qui publie le magazine 'Lebanon Opportunities', ainsi que d'autres publications, plusieurs titres en ligne (tels que businessnews.com.lb, jobs.com.lb, databank.com.lb,

et autres) et des ouvrages de référence sur les entreprises (tels que le Business Handbook, le Oil & Gas Handbook, Easy Banking et d'autres). InfoPro est également un organisateur de conférences d'affaires et s'engage dans l'intérêt public.

M. Hafez a obtenu une maîtrise en génie industriel et une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Wisconsin. Il est l'auteur de 'الحلم اللبناني' et de l'Alternative Economic Revival Plan'.

(CV plus développé en Annexe 1)



M. El Hafez a choisi de parler d'Économie : « *Comment la conscience collective aboutit à des conclusions que je ne partage pas.* »

Une présentation qui dissèque d'une manière claire et rigoureuse les derniers développements de la crise politico-économique que nous vivons depuis bientôt deux ans.

Une présentation qui analyse à froid la situation générale et qui tente de trouver des solutions pour sauver ce qui reste à sauver ; et d'autre part, qui reste prudemment optimiste quant aux réformes institutionnelles.

(Présentation de M. Ramzi El Hafez en Annexe 2)



La P Aïda Daou a vivement remercié M. Ramzi El Hafez et une session questions/réponses a immédiatement suivi :

Question : Si les fonctionnaires de l'État démissionnent ou émigrent. Est-ce tellement inquiétant vu que l'État souffrait d'un excès d'employés souvent peu productifs ?

Réponse : Actuellement il y a beaucoup de postes vides au sein de l'Etat. Il s'agit de savoir quel rôle veut jouer l'Etat : Nous voulons avoir un grand, moyen, ou petit État ?

Vous savez que les 2/3 des dépenses des salaires vont au secteur de la Sécurité (armée, police, etc., ...) et de l'Éducation ; seuls 10% des salaires vont aux employés et aux ministères. Les mauvais services sont dans le secteur productif. Donc si les employés quittent, les services empireront.

Question : Nous avons perçu un certain développement de l'industrie locale ; n'est-ce pas un point positif ?

Réponse : C'est un point positif, mais l'industrie n'occupe pas une place importante dans notre économie ; l'exportation industrielle est évaluée à environ deux milliards de dollars seulement. Mais il faut absolument la développer sans toutefois s'attendre à un miracle économique.

Question : Cette période de statuquo peut-elle durer longtemps accompagnée de l'instabilité de la livre libanaise ?

Réponse : Cette question à l'air d'être liée à l'économie, mais en réalité elle dépend de la politique régionale. Tant que le problème politique interne persiste, il sera difficile de prévoir les retombées économiques ; le gouvernement démissionnaire et tous ceux qui l'ont précédé n'ont rien pu faire. L'incertitude ne va pas disparaître ; si on ne dollarise pas l'économie, la livre va continuer à perdre de sa valeur.

Question : Est-ce qu'il y aura toujours le secret bancaire ?

Réponse : Le secret bancaire n'est plus important car il n'y a plus de confiance dans le système bancaire. Les banques peuvent se redresser ; mais il y a des conditions légales, économiques et politiques ; mais elles survivent. L'État de statuquo est bien au contraire une bonne chose.

Question : Les ONG internationales ont des projets localement et recrutent des professionnels en offrant des salaires assez élevés ; ceci cause un problème sérieux car elles poussent les salariés locaux à quitter leur emploi pour un bien meilleur salaire laissant derrière eux des postes vacants difficiles à combler. Ne sont-elles pas tenues à respecter la moyenne des salaires payés localement ?

Réponse : Dans ma propre société j'ai perdu beaucoup d'employés que je n'ai pas pu remplacer car ce sont des personnes que nous avons formées pendant de longues années. Mais la concurrence est omniprésente. Si nous ne les perdons pas pour les ONG, nous les perdrons pour Dubaï, par exemple ou les pays du Golfe. Il vaut mieux les perdre pour une ONG qui opère au Liban. Il y a une période d'adaptation très difficile. Quand le marché sera entièrement dollarisé, ce genre de problème s'atténuera. Mais finalement ces ONG sont là pour une période déterminée et puis

elles quittent. Les salariés se retrouveront sans travail... Il faudra augmenter les salaires réels (en fonction de la LL) et diminuer les montants des salaires en dollars frais.

Question : Que voulez-vous dire par : Il n'y aura plus de place pour tout le monde ?

Réponse : Déjà en temps normal, au Liban, les opportunités tant pour les entrepreneurs que pour les employés étaient inférieures à la demande. Avec cette crise il y a encore moins de travail ; et les jeunes ont encore beaucoup plus de mal à en trouver. Prenons par exemple le secteur bancaire, aujourd'hui, il fonctionne avec la moitié de ses employés. L'élite professionnelle a non seulement quitté le pays (médecins ingénieurs, enseignants,...) mais a réussi à se trouver une place au soleil à l'étranger (meilleures rémunérations et meilleures conditions de travail). Le niveau va baisser dans tous les secteurs.

Question : Comment voulez-vous que les investisseurs aient encore confiance dans le système bancaire quand aucune loi ne défend le citoyen qui ne peut même plus avoir accès à ses épargnes ?

Réponse : Quelle que soit la loi instituée elle ne sert désormais plus à rien, car il n'y a plus de liquidités.

Question : Les salaires sont excessivement bas à comparer par exemple avec les E-U où le minimum payable à l'heure est de 12 dollars. Il est devenu impossible d'engager des professionnels compétents ; comment le pays va-t-il pouvoir prospérer ?

Réponse : Il ne faut pas comparer avec les E-U ; il faut comparer avec les pays voisins et ceux de la région : Irak, Syrie, Yémen, Jordanie... Nous ne sommes même plus comparable avec l'Égypte...

Question : Statistiquement, au Liban, sur 4.500.000 Libanais, seuls 1.200.000 travaillent. 50% sont à l'étranger et 50% de ceux qui résident au Liban sont probablement des fonctionnaires d'État... Vous ne pensez pas que ce pourcentage qui travaille en dehors du pays pourrait rétablir un certain équilibre (phénomène similaire au cours des années de la guerre civile de 1975), mais à condition d'appliquer des lois et de restaurer la confiance ?

Réponse : Nous vivons dans une situation similaire à un état de guerre, à part que les camps opposés ne se tirent pas dessus... C'est ce que j'ai appelé le statuquo. Une paralysie d'origine politique. On ne peut pas résoudre nos problèmes un à un sans adopter une solution globale. Nous sommes dans une période de survie ; aucune loi ne passe en l'absence de gouvernement.

Question : Quelles sont alors les lueurs d'espoir que vous entrevoyez ?

Réponse : Les différents secteurs vont commencer à s'adapter à cette situation de statuquo comme je l'avais mentionné ; il n'y aura pas d'effondrement total comme certains le prévoient.

Question : Le Liban pourra-t-il rattraper ce retard vis-à-vis des pays voisins si ce statuquo dure 1 ou 2 ans ?

Réponse : Tout d'abord le Liban ne peut pas être en concurrence avec les pays du Golfe. Nous sommes un petit pays et nos problèmes sont trop lourds, mais nous pouvons nous rattraper et reconstruire une économie adaptée à nos besoins et assez diversifiée ; nous aspirons à avoir une infrastructure adéquate ; et surtout une stabilité politique. Prenons un exemple récent : En 2005, l'assassinat du Premier Ministre Rafic Hariri suivi de la guerre en 2006. Quand les choses sont rentrées dans l'ordre, il y a eu un essor économique en 2007, 2008, 2009 ; presque 10% de croissance économique...

Après la guerre civile, plusieurs banques avaient fait faillite. De nouveau une croissance économique spectaculaire a eu lieu entre 1994 et 1998. Nous avons encore un capital humain important pour pouvoir nous relever.

Question : Nous avons besoin du '*Foreign Direct Investment*' que nous ne pourrions jamais obtenir sans stabilité politique et sécuritaire.

Réponse : Le FDI ne peut pas devancer le '*Lebanese Direct Investment*' et les Libanais possèdent des fonds et sont prêts à les investir. Le Liban, contrairement à l'Égypte, n'a pas besoin de sommes énormes pour redémarrer. Nous avons besoin d'investissements dans les infrastructures comme l'EDL. Quelques milliards suffiraient. Mais dans le secteur privé, il n'y a pas de projets pour des milliards de dollars ; je dirais pour quelques millions de dollars.

Je répète encore une fois, dès que le problème politique est résolu, l'économie suivra.

M. Ramzi a été vivement remercié par la cheffe du protocole PP Savia Kaldany et par la Présidente Aïda Daou, puis la séance fut levée.

ANNEXE 2 - CURRICULUM VITAE DE M. RAMZI EL HAFEZ

Ramzi El Hafez est le fondateur d'‘InfoPro’, une société d'édition et d'études de marché qui publie le magazine ‘Lebanon Opportunities’, ainsi que d'autres publications, plusieurs titres en ligne (tels que ‘businessnews.com.lb’, ‘jobs.com.lb’, ‘databank.com.lb’, et autres) et des ouvrages de référence sur les entreprises (tels que le ‘Business Handbook’, le ‘Oil & Gas Handbook’, ‘Easy Banking’ et d'autres).

InfoPro est également un organisateur de conférences d'affaires et s'engage dans l'intérêt public. Il a lancé l'‘Initiative Verte pour des Entreprises’ et la ‘Charte des Droits Économiques’.

Ancien membre du conseil d'administration de plusieurs institutions, dont IDAL et la Zone Economique Spéciale de Tripoli, et bénévole au conseil d'administration d'un certain nombre d'ONG qui traitent le développement économique, la santé, et l'éducation.

Il a obtenu une maîtrise en génie industriel et une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Wisconsin.

Il est l'auteur de ‘الحلم اللبناني’ et de l'‘Alternative Economic Revival Plan’.

ANNEXE 2 - PRESENTATION DE M. RAMZI EL HAFEZ

Où se cachent les lueurs d'espoir ?

M. El Hafez a choisi de parler d'Économie : « *Comment la conscience collective aboutit à des conclusions que je ne partage pas.* »

Après le 17 octobre 2021, un sentiment général de rejet de la classe politique s'est fortement développé. Accusations de corruption et d'incompétence à l'égard des gouvernants.

Economie : Système économique basé sur des taux d'intérêts trop élevés, accompagnés de services défectueux. Pas de subventions...

Pour faire face au défi social, le sentiment général était qu'il fallait baisser les impôts, augmenter les contributions de l'Etat et trouver une solution au surendettement. Il faut donc juger les coupables, rapatrier les fonds perdus et éliminer la corruption.

18 mois après, ce sentiment général a changé : Le changement est impossible, la situation de faillite irréversible, l'État s'est effondré ; il faudra des décennies pour se relever. Il faut quitter le pays ; ou du moins encourager la jeune génération à quitter.

Politiquement, nous sommes limités à deux niveaux : Le système qui ne fonctionne pas et les dirigeants incapables.

Economiquement, le taux d'échange de la Livre est maintenu artificiellement ; les ingénieries financières, l'inflation, le déficit fiscal, ... Tout ceci conduit par une classe gouvernante corrompue.

Par contre aucune attention n'a été accordée aux activités illégales du Hezbollah qui leur ont fait subir d'ailleurs des sanctions directes ou indirectes de la part des pays arabes et amis. Un poids très lourd qui pèse sur le système et qui ne peut pas être ignoré.

La moitié pleine du verre reste néanmoins : Les actifs de notre patrimoine.

L'État existe toujours ; l'infrastructure étatique est toujours présente. L'économie, malgré des secousses très violentes fonctionne toujours avec, sans aucun doute, une moindre efficacité.

Le système bancaire a lui aussi réussi à préserver son infrastructure. Si certaines conditions sont assurées, il est prêt à redémarrer. Les actifs ne sont pas pleinement utilisés mais ils sont là. Il y a les réserves en devise étrangères à la Banque Centrale ; la richesse immobilière, les institutions comme Telecom, EDL,... Une capacité d'attirer des devises étrangères entre 6 et 8 milliards par an; une liquidité courante en devises étrangères de plusieurs milliards gardés en dehors du système bancaire. Le passif de l'état en devises étrangères qui s'élève à plus de 30 milliards de dollars est aujourd'hui négociable à plus de la moitié et pourrait être échelonné sur plusieurs années. Le passif en LL, la dette, a dépassé les 65 milliards de dollars n'a plus qu'une valeur de 8 milliards de dollars aujourd'hui. On pourrait comparer cette situation économique à celle de 1993 qui était bien pire que notre situation actuelle.

Je propose d'analyser deux scénarios extrêmes :

- 1. Solution politique établie ;** un plan de redressement économique approuvé localement et internationalement ; et accompagné d'un plan de support financier étranger. La confiance se rétablira et l'économie suivra. Personnellement je n'y crois pas.
- 2. Une continuation du marasme actuel.** Avec ou sans gouvernement ; avec ou sans élections législatives, il n'y aura pas de changement profond. Alors quel scénario économique se présente ?
 - * L'apocalypse : la livre va s'effondrer davantage,
 - * Les entreprises vont fermer par milliers, etc., ... Ceci est probable surtout dans les cas de surprises, comme l'explosion du 4 août, Covid 19 ou une guerre avec Israël.
 - * Nous prévoyons que les subventions vont cesser.
 - * Le dollar, le vrai, deviendra la monnaie d'échange.
 - * Une grande vague d'émigration.
 - * Les salaires dans le secteur privé seront payés en dollars, mais à des niveaux beaucoup plus bas qu'en 2019.
 - * De nombreuses entreprises ne pourront pas s'adapter et fermeront et de nouvelles entreprises les remplaceront.
 - * Les banques se réorganiseront autour du dollar frais ;
 - * L'immobilier reste une possibilité attrayante et les valeurs continueront à baisser.
 - * Le PIB se stabilisera au niveau actuel et recommencera à remonter.
 - * Le secteur du tourisme sera le moins touché grâce à l'afflux de la diaspora libanaise ;
 - * Beaucoup d'employés du secteur public démissionneront et émigreront et la qualité du service de l'État va baisser davantage.
 - * Il y aura une amélioration de l'export (2 à 3 milliards de dollars qui augmenteront de 50%) ;
 - * Les fonds d'aides sociales internationales continueront à nous parvenir.

En résumé il n'y aura plus de place pour tout le monde. Mais avec un coût réduit de la main d'œuvre et de l'immobilier et une concurrence moins grande, le cycle économique permettra à ceux qui ont des liquidités en devises, et à ceux qui n'ont pas le choix, de survivre une longue période assez noire.